

GUERRES PRÉVENTIVES

La cible syrienne



Indifférents à l'opposition de Colin Powell, les faucons préparent la prochaine étape du remodelage du Proche-Orient : la « libération » du Liban et l'attaque de la Syrie. Ils commencent à constituer leur dossier d'accusation pour justifier de ces opérations en utilisant la même rhétorique que pour l'Irak, soutien au « terrorisme international » et détention d'armes de destruction massive. Le Pentagone sait pouvoir s'appuyer sur le général Sharon, impatient de créer un État Maronite au Liban et d'en finir avec la résistance palestinienne. Le dispositif militaire sera opérationnel en juin 2004.

page 2

L'ayatollah Sistani peut-il nuire aux projets états-uniens ?

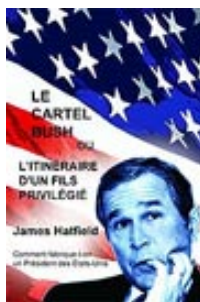
TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Au lendemain de la réunion qui a rassemblé les hommes politiques irakiens chiites autour du grand ayatollah Ali Sistani, Washington s'inquiète du poids de ses déclarations. Le professeur Yitzhak Nakash se veut rassurant pour la Maison-Blanche et affirme qu'on peut négocier avec lui. Au contraire, Dilip Hiro estime que les positions des uns et des autres sont peu conciliables, vu la volonté de Washington de repousser les élections pour maintenir ses hommes au pouvoir.

page 8

À NOUVEAU DISPONIBLE

La biographie non autorisée de George W. Bush



Il y a les biographies de George W. Bush écrites par les communicants de la Maison-Blanche ou les journalistes « amis ». Et il y a *Le Cartel Bush*, la biographie non autorisée. Celle qui explore en détail l'entourage du président des États-Unis, ses affaires,

ses retournements de veste, le financement de ses campagnes électorales, son addiction à la cocaïne... L'auteur, James Hatfield, fut menacé par deux proches conseillers du président devant témoins et retrouvé peu après, mort, dans un motel. La police assure qu'il s'est suicidé. Sa famille dit qu'il a été assassiné. Ce document exceptionnel a été traduit en français. Le Réseau Voltaire en assure la diffusion exclusive en France. Épuisé, il vient d'être réimprimé.

À lire en ligne sur RéseauVoltaire.net



CHENEY PRÉPARE LA PROCHAINE GUERRE

Le vice-président Dick Cheney a entrepris une tournée de cinq jours en Europe qui l'a conduit à Davos, où il a rencontré des personnalités à l'occasion du Forum économique mondial, et à Rome, où il s'est entretenu de la paix avec le pape et les autorités italiennes. En réalité, l'objectif principal de ce voyage était l'inspection des parachutistes et des forces aériennes, basées en Italie, en vue des prochaines opérations militaires au Proche-Orient. C'était le second déplacement à l'étranger de M. Cheney depuis 2001. Le premier avait été consacré à l'inspection des bases militaires utiles à l'attaque de l'Irak. La presse a été invitée à photographier le vice-président avec le pape, mais a été interdite d'accès aux bases de Vicenza et d'Aviano.

Guerres préventives

La cible syrienne

Indifférents à l'opposition de Colin Powell, les faucons préparent la prochaine étape du remodelage du Proche-Orient : la « libération » du Liban et l'attaque de la Syrie. Ils commencent à constituer leur dossier d'accusation pour justifier de ces opérations en utilisant la même rhétorique que pour l'Irak, soutien au « terrorisme international » et détention d'armes de destruction massive. Le Pentagone sait pouvoir s'appuyer sur le général Sharon, impatient de créer un État Maronite au Liban et d'en finir avec la résistance palestinienne. Le dispositif militaire sera opérationnel en juin 2004.



Après l'Afghanistan en octobre 2001, et l'Irak en mars 2003, les faucons états-uniens ont planifié le déplacement de leur guerre itinérante pour la mi-2004 vers la Syrie ou le Liban. La rotation du corps expéditionnaire en Irak pour acheminer des troupes fraîches, le déploiement de nouvelles unités sur zone et la remise en état des flottes en Méditerranée et en mer d'Arabie seront achevés en juin.

Washington poursuit son projet de « *remodelage du Proche-Orient* », réaffirmé par le président George W. Bush lors de son discours sur l'état de l'union. Cette stratégie vise à contrôler les réserves énergétiques des États du Golfe et à conquérir de nouveaux marchés en s'appuyant sur Israël, comme relais régional.

Les États-Unis peuvent compter sur la vassalité assumée de la Jordanie -malgré

la récente participation d'Amman à la défense de l'Autorité palestinienne dans le dossier du « *mur de séparation* »- et sur la passivité de la plupart des émirats. S'étant assuré le contrôle de l'Irak, ils ne voient plus que quelques puissances échapper à leur autorité impériale : l'Iran, la Syrie et le Liban en constituant le nœud central. L'Arabie saoudite, qui réaffirme depuis plus d'un an ses velléités d'indépendance, est également menacée.

Pour Israël, les intérêts stratégiques sont encore plus évidents et ont été théorisés, il y a cinquante ans, par David Ben Gourion. Pour se dégager de l'encerclement de ses voisins, Israël doit prendre le contrôle du « *maillon le plus faible dans la chaîne de la Ligue arabe* » : le Liban. Tel-Aviv devra y exacerber les conflits internes et pousser la composante chrétienne de la population à transformer le pays en un État maronite. Cette démarche s'accompagnera nécessairement d'un « *rétrécissement des frontières du Liban* » et corollairement, d'une expansion de l'État juif. D'ailleurs, précise Ben Gourion, le 27 février 1954, dans une **lettre à Moshe Sharett**, alors Premier ministre d'Israël, « *si l'on trouve des gens et des éléments au Liban qui se mobilisent pour la création d'un État maronite, ils n'ont pas besoin de larges frontières, ni d'une population musulmane importante, et ce n'est pas cela qui sera gênant* ».

Ce modèle théorique a été repris, avec moins de finesse, par le général Ariel Sharon lorsque, en 1982, il entra dans Beyrouth et aida les milices chrétienne à massacrer les habitants des camps de réfugiés de la capitale, Sabra et Chatila. En outre, pour vaincre les mouvements de résistance palestiniens, Israël doit d'abord détruire leurs bases arrières, donc pénétrer au Liban et en Syrie.



La doctrine de la « *guerre préventive* » élaborée par l'administration Bush, qui permet de frapper quiconque menace, menacerait, ou menace de menacer les États-Unis, autorise les faucons à déterminer entre eux leur future cible. À charge ensuite, pour les porte-parole des différents organismes gouvernementaux, d'organiser la propagande et la construction de la menace, y compris en utilisant des imputations fantaisistes mutuellement validées par différents services secrets, israéliens, états-uniens ou britanniques [1]. Après la campagne irakienne, les thèmes sont désormais connus : l'accusation de soutien au terrorisme et de développement d'armes de destruction massive suffit à justifier une intervention militaire globale dans un pays souverain, hors de tout cadre juridique, ainsi que son occupation et son pillage. La présentation du

Liban comme un pays occupé par la Syrie autorise à sa « *libération* », puis à poursuivre « *l'envahisseur* » jusqu'à Damas.

En prélude au conflit qui se prépare, l'armée de l'air israélienne a violé l'espace aérien libanais, en octobre 2003, pour aller bombarder des « *camps d'entraînement terroristes* » en Syrie. Au passage, les chasseurs accompagnant les bombardiers ont fait un détour pour se livrer à des exercices de voltige au-dessus de la maison familiale du président Bachar el-Assad.

Cette agression a été décrite, à la fois par Washington et Tel-Aviv, mais aussi par l'ensemble de la presse occidentale, comme participant de la guerre globale contre le terrorisme. Rares sont ceux qui ont alors cru bon de relever qu'une telle offensive, illégale au regard du droit international, survenait trente ans exactement après l'attaque égypto-syrienne contre Israël qui marqua le début de la guerre du Kippour et devait être interprétée comme un ultime avertissement augurant d'opérations militaires à venir.

En janvier 2004, un bulldozer de l'armée israélienne a franchi la Ligne bleue séparant les deux pays, avant d'être détruit par des tirs de roquette du Hezbollah. Cette incursion a immédiatement suscité, en Israël et aux États-Unis, le renouvellement des mises en garde déjà proférées à l'encontre de la Syrie, l'enjoignant de renoncer à soutenir les « *terroristes* » et de démanteler ses armes de destruction massive.

Des accusations déjà démenties

Au vu du lourd contexte historique et des récents bouleversements régionaux, il est légitime que les dirigeants syriens, au premier rang desquels le président Bashar al-Assad, s'inquiètent. D'autant que le discours de Washington et de Tel-Aviv à l'encontre de la Syrie semble calqué sur celui qui justifia l'intervention en Irak en mars 2003. Il ne se passe en effet pas une semaine sans qu'un responsable de l'un des deux pays se répande, devant une commission parlementaire consacrée aux Affaires étrangères, sur la menace que fait planer la Syrie sur la stabilité de la région. Le 20 juin 2003, Colin Powell déclare ainsi, au cours d'une conférence de presse commune avec Ariel Sharon, que si la Syrie continue d'être « *une nation soutien du terrorisme* », elle en subira les conséquences. À l'automne, c'est le dossier des infiltrations de terroristes en Irak depuis la Syrie qui permet au secrétaire d'État états-unien de remettre la pression sur Damas [2]. Le 16 septembre 2003, le sous-secrétaire d'État états-unien au contrôle des armes et à la Sécurité internationale déclare, devant une commission parlementaire états-unienne que la Syrie continue de laisser passer en Irak des personnes déterminées à tuer des soldats de la Coalition. De plus, il affirme que « *la Syrie a laissé de l'équipement militaire se déverser en Irak avant et pendant la guerre* ». Il évoque également un transfert d'armes, mais dans l'autre sens cette fois, de l'Irak vers la Syrie. Saddam Hussein aurait en effet dissimulé ses armes de destruction massive chez son voisin Bashar al-Assad, à la veille de l'invasion états-unienne. Mais il se dit bien incapable de confirmer par le moindre fait matériel ses affirmations. [3]

En Israël, Damas est régulièrement pointé du doigt pour son soutien au « *terrorisme* », et pas au seul Hezbollah. Les services de renseignement israéliens accusent en effet la Syrie de financer et d'entraîner des kamikazes palestiniens, avant que ceux-ci ne commettent des attentats suicide en Israël.

Les « *camps d'entraînement terroriste* » visés le 5 octobre 2003 auraient servi à de telles activités, comme l'affirme sur le moment la presse israélienne [4]. *Le Monde* révélera pourtant, quelques jours après le raid, que le site était déserté depuis de nombreuses années, « *dix peut-être* ». [5] Les déclarations de responsables israéliens se succèdent, devant la commission de la Knesset consacrée aux Affaires étrangères et à la Défense, pour rendre compte de l'implication syrienne dans le « *réseau mondial du terrorisme islamique* », malgré le caractère laïque du régime et la longue interdiction des frères musulmans. Récemment encore, Silvan Shalom, le ministre des Affaires étrangères israélien, a accusé la Syrie d'avoir profité des convois humanitaires acheminés en Iran pour ramener, au retour, des cargaisons d'armes à destination d'organisations « *terroristes* ».

Le thème des armes de destruction massive est également décisif, comme l'a démontré l'expérience irakienne, au printemps dernier. Tout est donc mis en œuvre, dans la communication états-unienne, pour mettre à jour un programme d'armement secret de Damas. La conseillère de sécurité nationale, Condoleezza Rice a ainsi fait grand cas, en janvier 2004, du témoignage de Nizar Nayyouf, opposant syrien résidant à Paris. Celui-ci affirme détenir « *des informations fournies par un officier supérieur syrien, entré en dissidence (...) indiquant les endroits où les armes de destruction massive irakiennes ont été enterrées afin de les soustraire au contrôle des inspecteurs en Irak* ». Plus cynique, *Ha'aretz* révélait, le 15 décembre 2003, lendemain de l'arrestation de Saddam Hussein, que celui-ci pourrait se voir offrir une transaction par l'armée états-unienne, s'il venait à révéler des informations sur ses armes de destruction massive, notamment s'il en disposait et si oui, s'il les avait bien dissimulés en Syrie à l'aube de l'invasion états-unienne.

Ces « *vérités* » assénées sans l'ombre d'une preuve ont permis l'adoption du *Syria Accountability Act*, un régime de sanctions commerciales et diplomatiques pris contre la Syrie, et laissé à la discrétion du président états-unien, qui peut fixer seul les modalités de son application. Pourtant, comme pour le dossier des armes de destruction massive irakiennes, les exagérations et les incohérences de ces accusations ont déjà été largement démenties par plusieurs sources officielles. L'ancien émissaire états-unien en Syrie, Theodore Kattouf, a ainsi déclaré, le 12 novembre 2003, que la Syrie n'avait selon lui aucunement facilité le passage de militants fondamentalistes en Irak depuis le mois d'avril, date à laquelle elle a fermé sa frontière. Quant à la récente attaque menée par le Hezbollah contre un bulldozer israélien ayant franchi la Ligne bleue, elle n'était, selon les confidences d'un chef d'état-major de Tsahal au quotidien *Ha'aretz*, aucunement coordonné avec la Syrie. [6]

Préparatifs avant l'offensive

Les événements se précipitent depuis l'arrestation du raïs, et les accrochages avec le Hezbollah se sont multipliés à la frontière entre le Liban et Israël. Un regain de tension exacerbé par les propos de Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense états-unien, qui a dit envisager l'envoi des troupes spéciales dans la plaine libanaise de la Békaa sous contrôle syrien, « *pour appréhender des terroristes* », le 8 janvier 2004. D'après *L'Orient Le Jour*, le point de départ d'une telle opération « *serait maritime, ou peut-être terrestre, à partir de*

l'Irak et sur un mode "policié", visant à capturer en bonne et due forme des "terroristes" de plus en plus recherchés. ».

L'incursion israélienne en territoire libanais, le 20 janvier 2004, est également perçue par le journal libanais comme un signe d'une escalade belliqueuse dans la région. Citant un diplomate européen en poste à Beyrouth, l'éditorialiste Émile Khoury écrit ainsi, le 22 janvier 2004, que « *M. Sharon pourrait être tenté de mettre à profit la période de la campagne présidentielle américaine, dans laquelle nous sommes déjà entrés, afin de se lancer dans une nouvelle aventure militaire sous prétexte de lutter contre le terrorisme. D'où le refus du Premier ministre israélien de reprendre les pourparlers avec la Syrie à partir du point où ils étaient arrivés (...)* ». Car, sentant monter la tension, le président Bashar al-Assad a offert, au mois de décembre 2003, de reprendre les négociations avec Israël, à partir du point où elles avaient été emmenées par son père, Hafez al-Assad, et le Premier ministre israélien de l'époque, Yitzhak Rabin. Les discussions avaient alors permis un accord prévoyant le retrait israélien du Golan. Mais cette solution ne satisfait naturellement pas Ariel Sharon qui, s'appuyant sur les conclusions du rapport Perle de 1993, peut se permettre de faire durer l'instabilité sur ce front, en espérant en tirer plus tard, de meilleurs résultats dans les négociations. C'est la raison pour laquelle, sur ce dossier, Israël assure pleinement sa fonction d'« *obstacle à la paix* » : en décembre 2003, un quotidien israélien relate ainsi comment le gouvernement d'Ariel Sharon a récemment rejeté une proposition syrienne visant garantir un cessez-le-feu durable sur la Ligne bleue, en échange de l'arrêt des violations de l'espace aérien libanais par l'armée israélienne, et de ses manœuvres le long de la frontière [7]. D'où également les récentes déclarations de divers membres du gouvernement Sharon pour dénoncer la tromperie que représente, selon eux, l'appel à négocier du président al-Assad. Ariel Sharon a notamment déclaré ne pas souhaiter entamer des discussions qui mèneraient, au final, à un retrait du Golan actuellement occupé par Israël. [8]

Le plan de déstabilisation de la région semble donc prêt, et son terrain d'action délimité, dans la vallée du Bekaa. La revue de référence *Jane's Intelligence Digest* ne s'y est pas trompée, consacrant, vendredi 23 janvier, un article aux récentes déclarations de l'administration états-unienne sur la Syrie, elle écrit que Donald Rumsfeld envisage de provoquer une confrontation militaire avec la Syrie en attaquant les bases du Hezbollah près de la frontière syro-libanaise. Mais déjà des obstacles surgissent en travers de la route de Damas : l'échec, la semaine passée, de la réunion de l'opposition syrienne pro-américaine à l'hôtel Holiday Inn de Bruxelles, entraîne un retard dans la création d'une alternance politique inféodée crédible, comme ce fût le cas avec le Conseil National Irakien d'Ahmed Chalabi. Mais le coup le plus dur est venu des États-Unis, où David Kay, le chef d'équipe des inspecteurs états-uniens chargés de découvrir les armes de destruction massive irakienne, a démissionné, à la mi-janvier, en indiquant que le programme d'armement de Saddam Hussein n'avait très certainement jamais repris depuis la fin de la



David Kay

Première guerre du Golfe. Une affirmation qu'il a dû nuancer, quelques jours plus tard dans une brève déclaration au *Sunday Telegraph*, allant jusqu'à concéder que des « *composants du programme d'armes de destruction massive* » de l'ancien dictateur irakien ont bien été transférés en Syrie avant la guerre, bien qu'il ne s'agisse « *pas là d'une grande quantité d'armes* », juste le reliquat d'un programme d'armement abandonné depuis 13 ans. Cette polémique, venant d'un expert officiel de la CIA, manifeste l'opposition de l'Agence aux néo-conservateurs et la volonté de son directeur, George Tenet, de priver le Pentagone d'un prétexte sans fondement.

En définitive, on peut observer que le plan des faucons, prévu de longue date, rencontre une difficulté imprévue. La Turquie, membre de l'OTAN et allié militaire d'Israël, s'est désolidarisé des tats-Unis pendant la guerre contre l'Irak. Elle a refusé d'y prendre part et à interdit à la Coalition de survoler son espace aérien. Ce revirement a contraint le Pentagone à reconfigurer ses forces avant de lancer l'offensive, induisant un surcoût considérable de cette opération. Or, Washington, précipitant son calendrier pour faire face à la résistance irakienne, a annoncé trop tôt son intention de créer un Kurdistan autonome, puis indépendant. Tirant parti de la situation, la Syrie s'est immédiatement tournée vers son partenaire traditionnel, l'Iran, et vers la Turquie pour faire échec au projet. Les trois États, qui abritent des minorités kurdes, se sentant tous menacés d'éclatement à la yougoslave si l'on commençait à créer des États mono-ethniques.

La théorie huntingtonnienne d'un prétendu axe chiite maléfique (Iran, Syrie Liban) ne correspond plus aux alliances actuelles.

Cependant le gouvernement d'Ariel Sharon pourrait profiter de la campagne électorale présidentielle états-unienne pour lancer l'offensive militaire régionale. Utilisant ses contacts privilégiés avec les « *faucons* » de l'administration Bush, il précipiterait alors le Pentagone dans une guerre que certains espèrent encore pouvoir empêcher.

[1] Voir « [Un réseau militaire d'intoxication](#) », Réseau Voltaire, 8 décembre 2003

[2] voir « [Colin Powell relance la pression diplomatique sur la Syrie](#) », *Regards du Proche-Orient*, 16 septembre 2003.

[3] « [Les États-Unis se disent "soucieux" du programme d'armement syrien](#) », *Regards du Proche-Orient*, 17 septembre 2003.

[4] Voir « [Pour le Jerusalem Post, l'attaque israélienne vise un camp terroriste financé par l'Iran](#) », in *Regards du Proche Orient*, 6 octobre 2003.

[5] « Le camp palestinien bombardé par l'aviation israélienne en Syrie était déserté depuis longtemps », par Lucien George, *Le Monde*, 10 octobre 2003.

[6] « IDF : Syria wasn't tied to latest Hezbollah attack », par Amos Harel, *Ha'aretz*, 22 janvier 2004.

[7] « [Un quotidien israélien affirme qu'Israël a refusé un cessez-le-feu proposé par la Syrie](#) », *Regards du Proche-Orient*, 4 décembre 2003.

[8] « [Ariel Sharon ne veut pas ouvrir avec la Syrie des négociations pouvant aboutir à un retrait du Golan](#) », *Regards du Proche-Orient*, 20 janvier 2004.

L'ayatollah Sistani peut-il nuire aux projets états-uniens ?

Analyse

Au lendemain de la réunion qui a rassemblé à Najaf les hommes politiques irakiens chiïtes autour du grand ayatollah Ali Sistani, présenté comme le religieux le plus respecté d'Irak, Washington s'inquiète du poids de ses déclarations, pourtant très modérées. Sistani rejette l'accord de transfert de pouvoir adopté le 15 novembre par l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak et les membres du Conseil de Gouvernement irakien, un organisme que le grand ayatollah juge illégitime.

Pour Yitzhak Nakash, professeur à la Bredais University, ces positions ne sont pas inquiétantes. Il explique aux lecteurs du *Los Angeles Times* qu'il est possible de continuer le transfert de compétence comme prévu, pourvu qu'on négocie avec le grand ayatollah un report des élections après le 30 juin, date prévue pour le transfert de compétence. Cette hypothèse paraît peu vraisemblable au commentateur politique Dilip Hiro. Dans le *New York Times*, il affirme que les prises de position de Sistani sont la conséquence de l'arrestation de Saddam Hussein qui a rassuré les chiïtes. Ceux-ci peuvent désormais se concentrer sur l'opposition à la présence états-unienne et au pouvoir fantoche qu'ils veulent leur imposer. Pour lui, les États-Unis ne négocieront pas avec Sistani en qui ils voient, à tort, un nouveau Khomeini et se cherchent des excuses pour maintenir au pouvoir les Irakiens qu'ils ont nommé bien qu'ils ne disposent d'aucune légitimité.

Quoi qu'il en soit, l'évolution des rapports entre Sistani et l'administration Bush dépendra fortement des conclusions de la Commission d'étude de l'ONU sur la faisabilité des élections en Irak annoncée par Kofi Annan à Paris aujourd'hui,

puisque Sistani a affirmé qu'il se rangerait à son avis.

Toutefois, l'évolution des rapports entre le clergé chiite et la Maison-Blanche ne signifiera pas l'arrêt des attaques contre la Coalition. Pour Daniel Ellsberg, ancien fonctionnaire états-unien qui avait transmis à la presse les fameux documents secrets du Pentagone pendant la guerre du Vietnam, la seule solution est de quitter l'Irak. Dans le *Guardian*, il appelle les fonctionnaires britanniques et états-uniens à objecter en conscience à leur obligation de réserve et à révéler à la presse les documents qu'ils possèderaient démontrant les mensonges de George W. Bush et de Tony Blair. C'est, selon lui, le seul moyen de les contraindre à abandonner l'aventure coloniale.

Dans quelques semaines, le 23 février, la Cour de justice de La Haye étudiera la légalité de la construction du mur d'annexion israélien en Cisjordanie à la demande de l'Assemblée générale de l'ONU. Dans le *Jerusalem Post*, l'avocat international Alan Stephens conseille au gouvernement d'Ariel Sharon de changer de stratégie. Il ne faut pas affronter la Cour, mais lui fournir un argumentaire juridique qui permettra aux juges, embarrassés par cette affaire, de se déclarer incompétents. Il faut pour cela s'appuyer sur la jurisprudence, issue de l'Holocauste, qui fait de la prévention des crimes contre l'humanité un devoir des États. On notera avec dégoût, mais malheureusement sans surprise, le nouvel amalgame implicite qui est fait entre le massacre de six millions de personnes et la résistance à l'expansionnisme israélien.

Le chercheur Cesare P.R. Romano ne désespère pas pour sa part de voir se développer une justice internationale. Dans l'*International Herald Tribune*, il se réjouit de la future création d'une cour africaine des Droits de l'homme. Toutefois, il modère son enthousiasme en conseillant aux pays de l'Union africaine de prendre leur temps pour la constituer et de ne pas répéter les erreurs des tribunaux *ad hoc* sur le Rwanda et l'ex-Yougoslavie.

Enfin, les ministres des affaires étrangères de Grèce, de Suède et de Finlande lancent dans l'*International Herald Tribune* un appel au renforcement du Traité de non-prolifération. Renvoyant dos à dos les pays accusés par Washington de vouloir acquérir l'arme nucléaire et les États-Unis développant des mini-bombes atomiques, ils estiment que le traité doit retrouver son objectif premier : organiser le désarmement nucléaire et pas seulement empêcher la prolifération.

Yitzhak Nakash



Yitzhak Nakash est président de l'Islamic and Middle Eastern Studies program de la Brandeis University. Il est l'auteur de *The Shi'is of Iraq*

« Un religieux reclus détient le pouvoir »

Source : Los Angeles Times

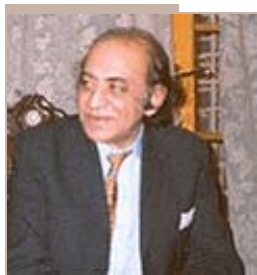
Référence : « A Reclusive Cleric Holds the Power », par Yitzhak Nakash, *Los Angeles Times*, 27 janvier 2004.

Le grand ayatollah **Sistani** n'est, paraît-il, pas sorti de sa maison depuis six ans. Cela ne l'empêche pas cependant d'être aujourd'hui le dirigeant chiite le plus respecté. Cela inquiète les Américains qui croient voir en lui un nouveau Khomeini. Mais Sistani fait partie de ces chiites qui considèrent qu'ils ne doivent pas s'imiscer dans les affaires du monde. Cette attitude a poussé certains de ses fidèles à se tourner vers Mohammed Sadiq Sadr, puis vers son fils, en raison de leur appel à l'action. Quoiqu'il en soit, Sistani reste malgré tout l'ayatollah le plus respecté et il prêche la modération contrairement au clergé sunnite appelant au jihad.

Sistani n'a pas toujours été très explicite sur ses aspirations, mais il souhaite vraisemblablement un gouvernement fondé sur la loi islamique tout en acceptant les réalités politiques modernes. Bien qu'il pense que les religieux doivent rester éloignés du pouvoir politique, il a été contraint de s'impliquer à la suite de sollicitations. Il a plaidé pour un Irak uni, fondé sur un système pluraliste. Il s'est également prononcé à plusieurs occasions contre les initiatives états-uniennes et certaines nominations. Il a appelé à des élections nationales contre le projet de Washington d'organiser les élections avec des collèges électoraux distincts.

Les États-Unis doivent prendre ses demandes au sérieux et trouver un compromis avec lui sur le transfert du pouvoir afin de rassurer les chiites qui craignent d'être à nouveau trahis. Une majorité d'Irakiens veut des élections nationales, mais il doit être possible de leur faire accepter qu'elles aient lieu après le 30 juin. Cela entraînera l'élection d'une nouvelle assemblée qui pourra alors rédiger la constitution et nommer un gouvernement ayant la légitimité pour négocier les conditions de la présence états-unienne dans le pays.

Dilip Hiro



Écrivain et commentateur politique, Dilip Hiro est l'auteur de *Secrets and Lies : Operation « Iraqi Freedom » and After* et de *Iran Under the Ayatollahs*.

« Un Irakien, une voix ? »

Source : International Herald Tribune

Référence : « One Iraqi, One Vote ? », par Dilip Hiro, *New York Times*, 27 janvier 2004.

L'arrestation de Saddam Hussein a libéré les chiïtes de la crainte de son retour. Désormais ils peuvent se concentrer, derrière le grand ayatollah **Sistani**, sur leur opposition à la présence états-unienne. De son côté, l'administration Bush semble incapable d'accepter l'idée que la démocratie en Irak, dont **George W. Bush** et L. Paul Bremer se sont fait publiquement les avocats, puisse porter des chiïtes au pouvoir qui développeront vraisemblablement des liens avec l'Iran voisin. C'est pourquoi le président et son proconsul en Irak s'opposent aux élections réclamées par Sistani.

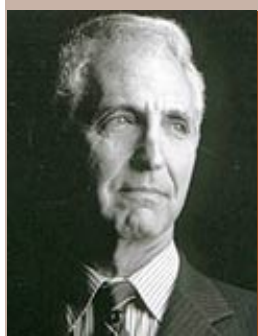
Les raisons invoquées pour les refuser méritent d'être mieux analysées.

L'**Autorité provisoire de la Coalition en Irak** affirme que les listes électorales ne sont pas prêtes. Pourtant, depuis 1991, les Irakiens disposent de cartes de rationnement de nourriture qu'il est possible d'utiliser comme pièce d'identité. Cela exclurait certes les exilés, mais ils ne sont que 250 000 et disposent déjà de pièces d'identités fournies par leurs pays d'accueil ; la régularisation ne devrait pas être longue. Il est vrai que le Parti ba'as privait certains Irakiens de leur carte de rationnement, mais il suffira alors qu'ils amènent la carte de recensement qu'a reçu chaque écolier. En Iran, en 1979, il avait été possible de tenir un référendum deux mois après la révolution.

On nous dit qu'il n'y a pas de partis politiques en Irak, mais cela ne devrait pas empêcher de se présenter individuellement. On objecte que les Irakiens n'ont pas l'habitude des élections, mais on oublie qu'ils sont voté cinq fois entre 1980 et 2000 pour les élections parlementaires dans lesquels il y avait quand même un choix entre des candidats ba'asistes et non ba'asistes. Il existe un vrai problème de sécurité pour tenir des élections, mais cela n'est pas pire qu'au Kurdistan en 1992 ou en Iran en 1979.

Il faudrait organiser les élections en deux jours, un jour pour le Nord et le Sud et un jour pour la région sunnite, afin d'avoir suffisamment de troupes pour assurer la sécurité dans tous les bureaux de vote. C'est la méthode qui est employé en Inde et elle fonctionne. Malheureusement, les États-Unis semblent surtout vouloir continuer à s'appuyer sur les Irakiens qu'ils ont nommés et retarder les élections.

Daniel Ellsberg



Daniel Ellsberg est ancien fonctionnaire au département d'État et vétéran de la Guerre du Vietnam. Il a participé à la communication à la presse de documents secrets révélant les mensonges de Washington sur cette guerre ce qui lui a valu un procès. Il est l'auteur *Secrets : a Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers*.

« Les fuites contre la guerre »

Source : The Guardian

Référence : « Leak against this war », par Daniel Ellsberg, *The Guardian*, 27 janvier 2004.

La première fois que j'ai vu l'ennemi au Vietnam, c'était le 1er janvier 1967. Il s'agissait d'adolescents avec une parfaite connaissance du terrain qui nous tiraient dessus avant de se fondre dans la population. S'ils réussissaient si bien à nous attaquer c'est parce qu'ils connaissaient parfaitement le pays. C'était leur pays et nous n'y étions que des occupants étrangers, semblables aux soldats britanniques pendant la guerre d'indépendance des États-Unis. Cela me fit me demander si nous avions de bonnes raisons d'être là.

Face aux attaques dont nous étions victimes, la population ne nous aidait pas car elle nous considérait comme des occupants et non comme des libérateurs.

Elle connaissait bien ceux qu nous attaquaient et même si elle avait eu envie de nous parler, elle ne l'aurait pas fait par crainte des représailles. C'est la même situation que l'on trouve aujourd'hui en Irak et tant que des troupes états-

uniennes et britanniques y seront, nous subiront des pertes. Plus le nombre de familles ayant perdu un proche sera élevé, plus elles poseront de questions et ce qu'elles risquent de trouver ce sont des mensonges, comme pendant le Vietnam.

Durant la Guerre du Vietnam, j'ai servi trois présidents et ils ont tous menti au pays, comme **George W. Bush** et **Tony Blair** le font aujourd'hui. En 1971, pour en finir avec ces mensonges, j'avais révélé à la presse le contenu de 7000 pages de documents secrets, connus comme les « *Papiers du Pentagone* » et j'admire le courage aujourd'hui de la traductrice Katherine Gunn qui a révélé les écoutes à l'ONU. D'autres doivent aujourd'hui l'imiter pour pousser à notre départ d'Irak. Il existe sûrement des documents secrets prouvant les mensonges de l'administration Bush et du gouvernement Blair. Il faut les diffuser.

Joseph Wilson et, surtout, David Kelly ont fait ces révélations et l'ont payé cher. Il faut continuer, malgré les risques personnels. J'ai encouru une peine de 115 ans de prison, mais mon action a peut-être sauvé des vies.

Joseph Wilson et, surtout, David Kelly ont fait ces révélations et l'ont payé cher. Il faut continuer, malgré les risques personnels. J'ai encouru une peine de 115 ans de prison, mais mon action a peut-être sauvé des vies.

Joseph Wilson et, surtout, David Kelly ont fait ces révélations et l'ont payé cher. Il faut continuer, malgré les risques personnels. J'ai encouru une peine de 115 ans de prison, mais mon action a peut-être sauvé des vies.

Joseph Wilson et, surtout, David Kelly ont fait ces révélations et l'ont payé cher. Il faut continuer, malgré les risques personnels. J'ai encouru une peine de 115 ans de prison, mais mon action a peut-être sauvé des vies.

Joseph Wilson et, surtout, David Kelly ont fait ces révélations et l'ont payé cher. Il faut continuer, malgré les risques personnels. J'ai encouru une peine de 115 ans de prison, mais mon action a peut-être sauvé des vies.

Joseph Wilson et, surtout, David Kelly ont fait ces révélations et l'ont payé cher. Il faut continuer, malgré les risques personnels. J'ai encouru une peine de 115 ans de prison, mais mon action a peut-être sauvé des vies.

Alan Stephens

Alan Stephens est avocat international à La Haye et à Jérusalem. Il est ancien directeur de publication de *Kluwer Law International*.

« Un désaccord politique, pas légal »

Source : Jerusalem Post

Référence : « A political, not a legal dispute », par Alan Stephens, *Jerusalem Post*, 27 janvier 2004.

A moins de 50 mètres de la Cour internationale de justice de La Haye se trouve un monument à la mémoire des 16 000 juifs de la ville déportés et assassinés par les nazis et leurs alliés. Nous savons aujourd'hui que si les nations du monde avaient bombardé les camps d'extermination et les voies de chemin de fer qui y mènent, beaucoup auraient été épargnés. C'est pourquoi, depuis, la loi internationale oblige tous les pays à prendre les mesures nécessaires à la prévention de certains crimes, dont le terrorisme fait partie.

Aujourd'hui, Israël est devant cette cour, non pas pour avoir commis des crimes horribles, mais pour avoir tenté de les empêcher. Bien sûr, il ne s'agira que d'un avis consultatif à la demande de l'assemblée générale de l'ONU, mais personne ne s'y trompe : l'objectif est de juger Israël. Beaucoup de magistrats, embarrassés par la situation, penchent pour que la Cour se déclare incompétente sur ce dossier. Cela s'est déjà produit quand elle estimait qu'il s'agissait d'un différend politique, pas juridique.

Israël a réaffirmé que la barrière n'était qu'une mesure de sécurité temporaire et qu'il ne comptait pas réclamer la souveraineté sur les terrains qui vont être séparés du reste des territoires. En outre, Israël a dédommagé les propriétaires des terrains qui étaient lésés par la construction de la barrière et a réaffirmé qu'elle serait détruite avec la fin des actes terroristes.

En construisant cette barrière, Israël respecte ces devoirs internationaux en prévenant des crimes. C'est un argument qu'Israël doit présenter devant la Cour de justice au lieu d'affronter cette dernière.

Cesare P. R. Romano



Cesare P.R. Romano est directeur assistant du Project on International

« L'Afrique n'aura pas de seconde chance »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Africa won't have a second chance », par Cesare P.R. Romano, *International Herald Tribune*, 27 janvier 2004.

L'entrée en vigueur dimanche du traité créant la Cour africaine pour les Droits de l'homme et des peuples est une avancée historique pour l'Afrique et la protection internationale des Droits de l'homme. Elle sera la troisième instance

Courts and Tribunals et
membre du Center on
International Cooperation.

juridique régionale de ce type après celle de l'Europe et celle des Amériques. La ratification du traité, signé par 20 pays en 1998, fut longue et cette entrée en vigueur n'est due qu'au changement de politique de la Libye.

Il ne faut pas rater cette occasion car l'Histoire nous apprend qu'en cas d'échec de ce type d'institution, on a rarement de seconde chance. Or, il est prévu que dès la fin avril les juges soient nommés. Pourtant, les expériences passées montrent que pour être efficaces ces tribunaux doivent être soutenus et que cela demande du temps. Certes, parfois le temps est un luxe et la Cour internationale sur l'ex-Yougoslavie et celle sur le Rwanda se sont constituées en moins d'un an, mais la Cour sur l'ex-Yougoslavie a nécessité quatre amendements à son statut et les procédures sont dû être modifiées 27 fois. Par ailleurs, ces changements nécessaires n'ont été possibles que parce qu'il existait un accord au sien du Conseil de sécurité, ce qui n'est pas toujours le cas ;

Il faudra surtout pour que la Cour soit efficace qu'elle soit indépendante du pouvoir politique, ce qui nécessite un mode de désignation des juges totalement transparent. L'Afrique ayant attendu longtemps sa Cour, elle peut encore attendre plusieurs mois.

Laila Freivalds, George A. Papandreou, Erkki Tuomioja



Laila Freivalds est ministre des Affaires étrangères de Suède.



George A. Papandreou est ministre des Affaires étrangères de Grèce.

Erkki Tuomioja est ministre des Affaires étrangères de Finlande.

« Renforcer les traités »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Toughen the treaties », par Laila Freivalds, George A. Papandreou et Erkki Tuomioja, *International Herald Tribune*, 27 janvier 2004.

Le système multilatéral chargé de contrôler la prolifération nucléaire est placé sous une pression croissante. Nous devons mener un effort collectif pour renforcer les traités qui le composent. Parmi eux, le Traité de non-prolifération (TNP) est le traité le plus universel puisqu'il regroupe 188 pays dans le monde. Seuls la Pakistan, l'Inde et Israël n'en font pas partie bien que nous leur demandions régulièrement de le rejoindre avec un statut de puissance non-nucléaire.

le TNP a un triple objectif : empêcher la prolifération, soutenir le désarmement et promouvoir la coopération dans l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Le non-respect de ce traité par la Corée du Nord et l'Iran a mis le système en danger et il nous faut renforcer les mécanismes de vérification : tout système utilisable dans l'armement doit être placé sous contrôle multinational.

Nous devons également relancer les programmes de désarmement nucléaire car l'absence d'efforts des pays nucléaires pour réduire leur arsenal crée du ressentiment et des problèmes de sécurité. Le traité d'interdiction des essais nucléaires est un pas positif, mais il n'est pas entré en vigueur du fait de sa non-ratification par des pays clé. De même, nous soutenons le traité de Moscou entre les États-Unis et la Russie, mais nous estimons qu'il doit être rendu plus transparent.

Il serait en revanche dangereux de lancer un nouveau programme nucléaire autour de « mini-bombes », car cela saperait la crédibilité du TNP et relancerait la prolifération.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Païement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .